

COMPTE-RENDU

Sous la présidence de Monsieur Pierre JÉGU, Maire

Présents : P. JÉGU, Y. MARTIN, Y. LE GALL, M-P DESPRES, E. MALOEUVRE, O. MONHAROU, P. HENRY, J. BODIN, M.N BLANCHARD, M-J BOUVRY, B. VALLOIS, F. LACHERON, J-L PERDRIEL, J-L PEAUDEAU, M. JOLYS, N. LEBRETON, D. GASNIE, J. FEILDEL, J. POIRIER

Excusés : M. OUMOHAND, P. SAVOURÉ, X. BOUDET

Procurations : M. OUMOHAND a donné procuration de vote à Y. MARTIN

Mme BOUVRY a été nommée en qualité de secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le compte-rendu du Conseil municipal du 23 mars 2010 a été adopté à l'unanimité.

Présentation du Bassin versant du Semnon, de son syndicat et des actions à venir par J-P BOURNICHE (président du Syndicat) et Sophie DUCHANGE, animatrice du SIBVS :

- ⇒ Qu'est-ce qu'un bassin versant ?
- ⇒ Présentation du bassin versant du Semnon
- ⇒ Historique relatif à la création du Syndicat intercommunal du bassin versant du Semnon
- ⇒ Le contrat de bassin versant 2010-2014 décliné en 6 problématiques principales :
 - Réduction des pollutions des collectivités et des particuliers
 - Réduction des pollutions agricoles
 - Suivi de la qualité de l'eau
 - Animation et coordination générale du contrat de BV
 - Communication générale
 - Restauration des milieux aquatiques

Pour chacune de ces problématiques, des objectifs ont été définis.

Echange avec le Conseil municipal à propos de la création d'une frayère à brochet sur la commune : celle-ci nécessiterait environ 6 000 m² de terrain pour environ 3 500 m² de zone inondable nécessaire. Une proposition a été faite à proximité de l'exploitation de M. Corgne, celle-ci étant impactée par l'aménagement foncier lié à la 2X2 voies. Ce réaménagement permettra ainsi de récupérer des terres et d'envisager, pourquoi pas, ce type de projet.

Powerpoint disponible sur demande.

Après lecture des rapports relatifs aux questions inscrites à l'ordre du jour et après en avoir délibéré :

1. BUDGET ANNEXE MAISON DE SANTÉ

Dans le cadre de la réalisation de la future Maison de santé, dont l'étude et l'analyse des besoins sont actuellement en cours, l'assemblée délibérante est invitée à se prononcer sur l'adoption du budget

annexe Maison de santé au titre de l'exercice 2010. Ce dernier, sur la base des éléments fournis par le programmiste à ce jour, s'équilibre ainsi :

Section d'investissement

Article	Intitulé	Montant	Article	Intitulé	Montant
2313	Constructions	1 600 000	1311	Subvention d'équipements transférables (Etat et établissements nationaux)	230 000 €
			1641	Emprunt en euros	1 370 000 €
	Dépenses d'investissement	1 600 000 €		Recettes d'investissement	1 600 000 €

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le budget annexe « Maison de Santé » tel que présenté ci-dessus.

2. DECISION MODIFICATIVE / VIREMENT ET AJUSTEMENT DE CREDITS

Lors du vote du budget primitif le 23 mars dernier, les crédits inscrits au titre des contributions directes ont été votés à hauteur de 686 000 € (article 7311). Or, ce montant diffère de celui qui a été inscrit à l'état 1259 envoyé aux services préfectoraux. Sur ce dernier, un montant de 688 815 € a, ainsi, été indiqué. Il convient donc de prendre une décision modificative afin de tenir compte du montant déclaré aux services préfectoraux.

Par ailleurs, la tondeuse employée par le service des Espaces Verts ayant été endommagée, des réparations sont nécessaires. Celles-ci sont estimées à 5 000 €. Faute de crédits suffisants au compte 61558 (entretien et réparation sur biens mobiliers), des ajustements sont nécessaires.

Il convient donc d'inscrire et de modifier les crédits comme suit :

Section de fonctionnement :

Comptes	Libellé	Montant
D / 61558	Entretien et réparation sur biens mobiliers	+ 5 000 €
D / 6419	Remboursement sur rémunérations du personnel	- 4 000 €
D/ 6135	Locations mobilières	- 1 000 €
R/ 7311	Contributions directes	2 815 €
D/6574	Subvention de fonctionnement aux associations	2 815 €

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve les modifications apportées au budget primitif 2010 telles que présentées ci-dessus

3. RENOUELEMENT DE LA LIGNE DE TRESORERIE

Le Conseil est invité à se prononcer sur le renouvellement de la ligne de crédits actuellement en cours avec la BCME. Le plafond maximal de la ligne s'élève à 300 000 € pour une durée d'un an.

Il est précisé qu'il ne s'agit pas d'emprunts qui procurent à la Commune des ressources supplémentaires mais d'une simple avance de trésorerie dans l'attente du recouvrement des recettes prévues au budget.

Les organismes bancaires Caisse d'Épargne, Crédit Agricole, DEXIA et BCME ont été sollicités. Après analyse des différentes propositions et estimation de l'utilisation de la ligne pour les douze mois à venir (utilisation ponctuelle tout au long de l'année), les résultats sont les suivants :

La Caisse d'Épargne (ligne de Trésorerie interactive) présente la meilleure proposition à savoir que la marge et les frais appliqués sont les plus faibles.

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de contracter auprès de la Caisse d'Épargne une ouverture de crédit ci après dénommée « ligne de trésorerie interactive » d'un montant maximum de 300 000 € dans les conditions, ci-après, indiquées :

Montant : 300 000 €

Durée : 1 an maximum

Taux d'intérêt applicable : Euribor 1 semaine + 0,50% de marge

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

- Périodicité de facturation : chaque mois civil par débit d'office.
 - Frais de dossier : Néant
 - Commission d'engagement : 90 €
 - Commission de gestion : Néant
 - Commission de mouvement : Néant
 - Commission de non-utilisation : Néant
-
- Autorise Monsieur Le Maire à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Épargne
 - Autorise Monsieur Le Maire à effectuer sans autre délibération les tirages et les remboursements relatifs à la ligne de trésorerie, dans les conditions prévues par ledit contrat.

4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Suite à la détermination des taux de promotion pour les avancements de grade (DCM du 03/06/2008) mais également à l'avis favorable émis par la Commission Administrative Paritaire en date du 22 mars 2010, il est proposé au Conseil Municipal de modifier le tableau des effectifs de la Commune en transformant :

A compter du 01/01/2010, un poste d'adjoint technique territorial de première classe, temps complet, en un poste d'adjoint technique principal de deuxième classe, temps complet.

A compter du 01/07/2010, un poste d'adjoint territorial du patrimoine principal de deuxième classe, temps non complet 31,5/35^{ème} en un poste d'adjoint territorial du patrimoine principal de première classe, temps non complet 31,5/35^{ème}.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- De transformer, à compter du 01/01/2010, un poste d'adjoint technique territorial de première classe, temps complet, en un poste d'adjoint technique principal de deuxième classe, temps complet.
- De transformer, à compter du 01/07/2010, un poste d'adjoint territorial du patrimoine principal de deuxième classe, temps non complet 31,5/35^{ème} en un poste d'adjoint territorial du patrimoine principal de première classe, temps non complet 31.5/35^{ème}.
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2010.

5. ZAC DU BOCAGE / APPROBATION DU DOSSIER DE REALISATION

Par délibération, en date du 3 juin 2008, le conseil municipal a décidé la création de la Z.A.C. dite du Bocage. Cette décision de création faisait suite à une concertation préalable à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur selon les modalités suivantes :

- 29 mars 2007 : ouverture de la concertation préalable intégrant une exposition publique, une réunion publique, une information de la population par voie d'articles dans des journaux locaux et le bulletin municipal, la mise à disposition du public d'un registre ouvert en Mairie
- 22 janvier 2008 : bilan de la concertation
- 3 juin 2008 : approbation du dossier de création.

Ainsi, et conformément à l'article R 311-7 du code de l'urbanisme, un dossier de réalisation de ZAC a été élaboré. Celui-ci comprend les projets du programme des équipements publics et du programme global des constructions à réaliser, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement (le projet n'a pas nécessité de complément à l'étude d'impact).

Le projet de programme d'équipements publics :

Celui-ci est constitué :

- d'un carrefour d'accès à la ZAC par la rue De Gaulle,
- des voies de desserte interne,
- de système de rétention des eaux pluviales (bassins et noues),
- de la création de l'ensemble des réseaux techniques permettant de viabiliser la zone.

Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la Zone

Le projet d'aménagement vise à proposer des terrains à bâtir destinés à recevoir des maisons individuelles, des maisons individuelles groupées. De plus, l'opération comprend un lot particulier destiné à recevoir de l'habitat intermédiaire ou des maisons individuelles groupées.

La volonté communale étant de diversifier l'offre de logements, les parcelles aménagées sont destinées :

- Pour 75% à de l'habitat individuel avec des tailles de parcelles variées mais limitées (autour de 500 m², plus quelques grandes parcelles de 800-1000 m²)
- Pour 25% destinés à de l'habitat plus dense sous forme d'opération groupée (ensemble de maisons mitoyennes) et/ou de logements intermédiaires.
- De plus, le programme intègre 10% de logements sociaux.

La zone pourra accueillir environ 118 logements, avec une SHON maximale de 20 000 m².

Les modalités prévisionnelles de financement

Ces modalités se résument ainsi:

Montant des dépenses

- Acquisitions foncières et frais	311 008 €
- Montant des travaux	3 597 615 €
- Honoraires (études, ingénierie, maîtrise d'œuvre)	250 210 €
- Frais financiers	194 000 €
Total dépenses	4 352 833 €

Montant des recettes

Participation budget général	326 531 €
* vente de la SHON/m ² H.T.	62,09€
Total recettes	4 353 006 €

Le financement de la réalisation de la ZAC est prévu échelonné sur 8 ans.

Sur la base de ces éléments, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'approuver le dossier de réalisation de la Z.A.C. du Bocage, tel que présenté, comprenant notamment le programme des équipements publics de la ZAC, le programme global des constructions à réaliser et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement,
- D'approuver le programme des équipements publics de la ZAC du Bocage, établi conformément aux dispositions de l'article R311-8 du code de l'urbanisme,
- De donner tout pouvoir à Monsieur le Maire pour transmettre le dossier à Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine et accomplir les formalités prévues à l'article R.311-5 du code de l'urbanisme, à savoir :
 - o Affichage de la délibération pendant un mois en Mairie
 - o Mention de cet affichage publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,

6. ZAC DU BOCAGE / MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE / AVENANT N°2

Dès le démarrage de l'étude, il avait été convenu que la maîtrise d'œuvre de l'éclairage, de l'alimentation BT et du dévoiement HT était à la charge du SDE 35. Le SDE 35 a informé la commune, tardivement, qu'il ne prendrait pas en charge cette opération et qu'il n'assurerait pas cette mission. La maîtrise d'œuvre de ces prestations revient donc à Egis Aménagement, augmentant son enveloppe globale de travaux confiés.

Au vu de la modification de l'enveloppe travaux sous maîtrise d'œuvre d'Egis Aménagement intégrant l'ensemble des travaux y compris réseaux souples hors réseau AEP, il est nécessaire de passer un nouvel avenant avec le maître d'œuvre.

Le nouveau marché s'élève ainsi à 133 596,47 € (+ 21,24%) par rapport à l'avenant n°1.

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'avenant n°2 en plus value (+21,24%) du nouveau marché qui s'élève désormais à 133 596,47 € HT,
- Charge M. le Maire de signer ledit avenant,
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2010 du budget annexe de la ZAC du Bocage.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h15.

Prochaines séances du conseil municipal :

Mardi 1^{er} juin à 20h30

Mardi 6 juillet à 20h30

Le 30 avril 2010

**diffusion au Conseil Municipal*

Le Maire,
Pierre JÉGU